

l'occasion des conférences ministérielles de l'OMC à Bali (Indonésie) en 2013 et à Nairobi (Kenya) en 2015. Concernant le phénomène de la fracture du multilatéralisme, l'UE avance, même au sein de l'OMC, des négociations plurilatérales, considérées complémentaires aux initiatives multilatérales de libéralisation du commerce.

Vouloir un «commerce équitable» n'est pas seulement un changement dans la vision de la libéralisation de jusqu'à présent, mais aussi une invitation claire à des modifications structurelles importantes dans les flux commerciaux internationaux, du point de vue de leur intensité et structure. La question fondamentale reste comment les «perdants» du commerce libre peuvent être récompensés, les témoins d'un consensus de plus en plus répandu entre les élites politiques et d'affaires, ce qui reflète une réalité: *la globalisation a produit des gagnants, mais aussi des perdants.*

**2.6. Quelques conclusions.** La globalisation, malgré des analyses partisans de ses bénéfices pour tous, a évidemment évolué dans la direction de certains intérêts économiques, commerciaux et financiers bien maintenus par certains facteurs. Dès le début, il faut remarquer que l'origine de ces intérêts – au sens de capter les opportunités de la globalisation – ne peut pas être localisée strictement dans tel ou tel groupe d'Etats, selon le degré de développement ou de puissance économique, mais selon deux critères qui nous semblent des plus significatifs.

Le premier critère est **la nature de l'efficacité du modèle économique.** La profitabilité du système économique ouvert a déterminé les investisseurs, les détenteurs de capital à continuer les externalisations des services et les délocalisations des industries, en poursuivant l'optimisation des coûts de production, d'approvisionnement, de distribution, etc. Un produit manufacturé, un service industriel et / ou financier, tous sont devenus un élaboré global, avec des apports de technologie, de savoir-faire, de formation de la main-d'œuvre avec des objectifs précis: les coûts de la main-d'œuvre soient les plus bas et le rendement du capital autant grand que possible, des schémas détaillés offerts pour les prix de transfert, l'évitement des taux d'imposition élevés.

Le second critère, **celui politique**, concerne exclusivement la manière dont la classe politique a entendu capitaliser les avantages de la globalisation strictement en sa faveur, c'est-à-dire la perpétuation du pouvoir, en consolidant l'*establishment* libéral et néolibéral. L'entretien du système institutionnel super-bureaucratique nécessitait des ressources financières croissantes, provenant, dans une large mesure, de sources illicites (fraude, évasion, corruption). La disponibilisation de ces sources ne pouvait se faire qu'en poussant la globalisation vers les plus grands avantages possibles des investisseurs, en connivence avec la classe politique. La manifestation simultanée des deux modes de fonctionnement, croisée avec le progrès technologique entré dans la phase et avec les caractéristiques de la quatrième révolution industrielle (voir les débats au Forum économique de Davos, édition 2015), tous deux couplés aux libéralisations massives apportées par la globalisation, ont produit des effets sociaux moins observés au bon moment.

Des modifications structurelles économiques et sociales majeures – à la limite d'un mal irréparable – se sont produites dans le système de la globalisation, certaines évolutions négatives étant au seuil de l'irréversibilité: la désindustrialisation des pays développés avec la perte d'emplois; le chômage structurel élevé, persistant chez les jeunes, avec l'impossibilité d'entrer sur le marché du travail; la réduction relative et absolue des revenus des ménages; la faillite individuelle par endettement excessif; la baisse du PIB potentiel, le retour à une croissance économique faible, fragile et peut-être avec un manque de continuité ferme; la réduction de la classe moyenne; un début de réindustrialisation réclamant une formation professionnelle que l'on ne retrouve pas chez ceux qui sont éliminés du marché du travail; une main-d'œuvre moins rémunérée à l'heure actuelle par rapport à la période d'avant la crise, avec peu de chances de se rééquilibrer du point de vue économique et financier, etc., tous conduisant à une révolte du social national contre la classe politique dirigeante et l'*establishment* qu'elle a créé.

Compte tenu de la situation actuelle, l'image initiale formée sur la globalisation devrait être «tournée», si on le souhaite, vers une image

réelle de la réalité inquiétante. Les bénéfiques initiaux «pour tous» annonçaient en fait *la décantation des perdants de la globalisation*, avec des réactions trop tard perceptibles par le politique. Les opposants politiques ont bénéficié de ce genre de traitement, en recourant aux sentiments de nationalisme et de populisme du social, trouvé à son tour à la recherche d'un éventuel soulagement de sa propre situation. Les effets négatifs de la globalisation ont facilité le recours au nationalisme économique, une politique possible libérale de soulagement à court terme du social.

On peut dire que la globalisation, par les problèmes créés et avec des solutions retardées, évolue à une vitesse beaucoup plus rapide qu'au moment de la rédaction et de l'adoption des règles de l'ordre international actuel en voie de disparition.

Les déséquilibres lents, cachés et insidieux ont commencé à se manifester brutalement, tout ce qui était tolérance dans la globalisation est devenu discorde, alimentée par des déclarations et des décisions mal pensées du point de vue des effets de radicalisation. Ou, peut-être, c'est exactement ce qu'on a voulu pour pouvoir passer à un autre dénouement. La crise des réfugiés, l'opposition généralisée à l'accueil des immigrants, bien qu'elles découlent d'une libéralisation consensuelle en matière de la libre circulation de la main d'œuvre, sont les symptômes d'un retour à une autre époque, celle de la haine raciale, ethnique et religieuse. Les profiteurs politiques de ce retour viennent avec des solutions qui terrifient les générations plus anciennes qui ont payé le tribut de la dernière conflagration mondiale: le démantèlement de l'UE, la remise en cause des relations transatlantiques garantissant la sécurité européenne, mais aussi globale, la reprise des tendances expansionnistes de nature impériale (voir l'hégémonie allemande en Europe, les revendications de la Russie avec des connotations territoriales et de sphère d'influence, le militarisme de la Chine, etc.).

Evidemment, *nous nous dirigeons vers un nouvel ordre mondial / global*, le moment du **«stop and go»** de la globalisation étant peut-être le début de cette transition, dont l'efficacité ne se voit que dans la réécriture des règles du jeu pour ce qui va suivre. La question cruciale qui nous inquiète est: *combien compulsive sera cette «transition» dans un contexte marqué par des incertitudes?*

La réponse est peut-être à portée de main – *la globalisation ne peut pas être arrêtée*, mais elle ne peut ni continuer avec les caractéristiques qui lui ont attiré le déni. *Le rapport entre les gagnants et les perdants de la globalisation* ne peut être modifié que par un mécanisme dynamique, et non pas par un mécanisme arrêté ou allant dans la direction opposée. Les reculs ne sont pas souhaitables, pour de nombreuses raisons, qui ont pour effet l'augmentation du rapport mentionné. En règle générale, l'inégalité et l'iniquité sociales, assumées par le politique qui veut sa propre ascension pour façonner le destin d'une génération, selon des visions qui se sont avérées inférieures à la dignité humaine (et 2017 a donné beaucoup d'émotions à cet égard), ont toujours conduit à des explosions politico-diplomatiques, terminées par des conflits sanglants au plan national et international. Les leçons du XXe siècle (voir que beaucoup d'opinions renvoient déjà à l'histoire) ne devraient pas être oubliées, mais l'histoire est une matière en voie de s'estomper dans les programmes éducationnels, justement pour ne pas produire des conflits ethniques, raciaux, etc. Cependant, les effets sont exactement contraires, *l'inculture historique devient l'une des causes de l'incompréhension des réalités présentes, répétées sur la spirale du développement.*

L'adaptation à une nouvelle étape de la globalisation doit avoir en vue exactement ce que les individus de toute communauté ont perdu, face au «colonialisme» ouvert par la doctrine de droite du Premier ministre britannique Thatcher, de l'expansion des marchés, de la compétition, du régime de réglementation de la vie publique et des relations sociales. Le renouvellement du libéralisme, après avoir vu comment il est géré par les politiciens du présent, commencera par beaucoup de résistance, les gardiens des droits démocratiques et constitutionnels devant mener une lutte acharnée, visible en Pologne, en Hongrie, en Roumanie, en Grande-Bretagne ou en Russie. Réduire cette lutte uniquement aux protestations est insuffisant, si les accents sociaux du libéralisme qui ont créé une certaine interdépendance entre l'individu et la communauté, dans ce que nous appelons le contrat social entre les citoyens et l'Etat, ne sont pas redécouverts aussi. L'Etat a été envahi par le politique, en ne plaçant les bénéfices de la globalisation que dans sa propre cour, la prise en charge

ayant une légitimité de plus en plus réduite (non-participation au vote, euroscepticisme, construction institutionnelle européenne incertaine, etc.).

### **3. La pandémie, un autre visage sombre de la globalisation**

**3.1. Préliminaires.** Le moment de «*stop and go*» ou de transition, que nous attribuons à présent à la globalisation, tente de clarifier, peut-être seulement à première vue, les conséquences du bien et du mal, sachant que, dans le substrat de ce phénomène d'envergure, les puissances mondiales sont tentées de poursuivre uniquement un bilan net positif pour elles.

Mais il y a aussi la crainte qu'un mal étendu, voir la pandémie de Covid-19, devienne l'ennemi de tous, et cette perception, assumée par de nombreux analystes et experts dans leurs écrits et dans la recherche des solutions, a déterminé des moments difficiles de l'évaluation du sens de la globalisation. On distingue *l'évaluation faste* jusqu'à *la crise financière* qui a débuté en 2008 et maintenant *le danger global SARS-CoV-2*.

La reconnaissance du fait que la globalisation n'a pas été seulement une confrontation entre les Etats et les corporations transnationales, mais qu'elle a eu un impact majeur sur les attentes et l'existence du social, de l'humanité au sens le plus large, a été le moment-clé d'une nouvelle évaluation de son évolution. *La globalisation, étant la plus grande plateforme de coopération commune*, connue jusqu'à présent pour promouvoir les intérêts des Etats du monde, devient un échec si elle ne sert plus le social, au niveau d'individus.

Le nouveau paradigme du global devrait mettre *l'humanité au premier plan*, elle étant la plus large multitude d'intérêts qu'il faut servir, *puis la géopolitique*, cette dernière n'existant pas sans les hommes et leurs intérêts. *Coincidentia oppositorum* consiste à trouver les arguments, le temps et le lieu, de telle manière que les idées pour le bien commun coïncident (belle idée du début de la nouvelle théorie du consensus, promue